

[Texte]

Mr. Mayer: Let me finish. The point you make actually reinforces my concern that not only will the railways not provide service, as you in your class action found out, but they will have \$651 million besides. But if you pay the money to the producers, if they do not provide the service at least the producers have the \$651 million. I fail to see, again, how paying producers so that the producers have the \$651 million as opposed to the railways strengthens the monopoly position of the railways. Just to say it again: you take them to court and lose; we lose in the court and we also lose because they have our \$651 million.

Mrs. Hemingway: But, sir, that does not help pay for the grain that I want moved and sold.

Mr. Mayer: I agree with you.

The Vice-Chairman: Please, let us ask questions and not get into a debate with the witnesses.

Mr. Mayer: It is a valuable exchange, Mr. Chairman, with all respect . . .

The Vice-Chairman: It is an exchange, but this is not Question Period.

Mr. Mayer: —because it brings out some of the concerns, and we have mutual concerns. We are very concerned on this side of the table about the producers' ability to pay. That is a mutual concern. We may approach it from different angles as far as a resolution to it goes, but our concern is very much with the producers' ability to pay so we are certainly on the same wavelength as far as that is concerned. In some ways that is a separate issue.

I do not know whether my time is up, Mr. Chairman, but I have one other area I could pursue with the people here very briefly, if I could.

The Vice-Chairman: I will let you have one more question.

Mr. Mayer: To go back to your concern over smaller communities disappearing, we heard witnesses yesterday saying that if the money is paid to producers and producers have an option as to how they are going to spend that money the money will be spent locally. I think the multiplier effect or the fact that producers have additional money in their pockets to spend in local communities is going to help rather than your suggestion of paying the money to the railways and have Montreal decide where it is going to be spent because that is where the head offices of the railways are.

Mrs. Hemingway: To whom are you addressing the question, sir?

Mr. Mayer: Whoever wants to answer it, Mr. Chairman.

[Traduction]

M. Mayer: Laissez-moi finir. En réalité, vos commentaires appuient mes préoccupations, c'est-à-dire que non seulement les sociétés ferroviaires ne fourniront plus de services, comme vous vous en êtes rendu compte au moment du recours collectif, mais elles disposeront en outre de 651 millions de dollars. Mais si vous donnez cette somme aux producteurs, si le service n'est pas assuré, du moins les producteurs jouiront des 651 millions de dollars. Je ne vois toujours pas comment le monopole des sociétés ferroviaires pourrait être favorisé si l'on donnait les 651 millions de dollars aux producteurs plutôt qu'aux sociétés ferroviaires. Permettez-moi de le répéter: vous intentez une poursuite en justice et vous perdez votre cause; nous perdons également notre cause et nous sommes également défavorisés puisqu'ils disposent des 651 millions de dollars.

Mme Hemingway: Mais, monsieur, ce raisonnement ne permet toujours pas d'aider à payer les grains qui doivent être transportés et vendus.

M. Mayer: Je suis d'accord avec vous.

Le vice-président: S'il vous plaît, restreignez-vous aux questions et ne soulevez pas de discussion avec les témoins.

M. Mayer: Monsieur le président, l'échange de vue est utile . . .

Le vice-président: Il s'agit d'un échange de vues et non pas d'une période de questions.

M. Mayer: . . . parce que cela donne l'occasion de signaler nos préoccupations, et nous avons des préoccupations en commun. Pour notre part, les fonds dont disposent les producteurs constituent une grande préoccupation; il s'agit là d'une préoccupation commune. On peut tenter de résoudre la question de diverses façons, mais notre principale préoccupation concerne les fonds des producteurs; nous sommes donc d'accord à ce sujet. Sur certains plans, il s'agit d'une question distincte.

Je ne sais pas s'il me reste du temps, monsieur le président, mais j'aimerais traiter très brièvement d'une autre question, si vous me le permettez.

Le vice-président: Je vous permets de poser une autre question.

M. Mayer: Pour revenir aux préoccupations au sujet de la survie des localités de plus petite taille, certains témoins nous ont signalé hier que si les producteurs jouissaient de la subvention et qu'ils pouvaient l'utiliser à leur guise, ils s'en serviraient dans les localités. Je crois que l'effet multiplicateur ou le fait que les producteurs disposent de fonds supplémentaires qu'ils peuvent utiliser dans les localités permettra davantage d'améliorer la situation que si, comme vous l'avez proposé, on donnait la subvention aux sociétés ferroviaires et on permettrait aux sièges sociaux de Montréal de décider de la répartition des fonds.

Mme Hemingway: À qui posez-vous cette question, monsieur?

M. Mayer: À quiconque désire y répondre, monsieur le président.